



Dés herbage du tournesol

Le Cetiom a travaillé plusieurs années sur l'intérêt des techniques combinées (associant lutte chimique et lutte mécanique) pour le dés herbage du tournesol. Ces travaux ont été motivés d'une part par la demande de technique à moindre impact environnemental, suscitée par la mise en place des mesures agri-environnementales, d'autre part par les difficultés de contrôle de certaines flores complexes, sans perdre de vue que l'avenir de la culture du tournesol passe par une amélioration de sa compétitivité et donc par des solutions à moindre coût. Ces méthodes combinées peuvent contribuer à l'amélioration des conduites de culture dans l'optique d'une agriculture durable : bon contrôle technique des flores difficiles, réduction substantielle des quantités de matières actives utilisées, bilan économique global comparable à celui des techniques herbicides classiques. ■

Grande-Bretagne et alimentation animale



Une mission d'enquête européenne a conclu à de nombreux dysfonctionnements dans la réglementation et l'application des contrôles en alimentation animale en Grande-Bretagne. Selon son rapport, les contrôles effectués sont entravés par une répartition des responsabilités qui n'est ni cohérente, ni étayée par des mesures propres à en assurer l'uniformité, une coordination et un suivi efficaces. Les systèmes en place ne satisfont pas aux exigences communautaires. Une révision de l'application du

droit alimentaire est en cours, mais l'agence de sécurité alimentaire FSA ne dispose pas des moyens financiers d'assurer ses missions. ■

Une nouvelle législation pour le rappel de produits

Des règles communautaires applicables depuis le 15 janvier 2004 visent à améliorer la sécurité des produits de consommation, avec l'entrée en vigueur de la directive révisée relative à la sécurité générale des produits (DSGP - 2001/95/CE), qui définit les contrôles de sécurité à effectuer sur l'ensemble des produits de consommation (à l'exception des denrées alimentaires). La Commission reçoit chaque année près de 150 notifications relatives à des produits dangereux, généralement liées à des risques d'asphyxie et d'étouffement, de choc électrique et d'incendie (jouets, appareils et produits électriques...). Les fabricants et les distributeurs seront désormais légalement tenus d'informer les autorités lorsqu'ils constateront qu'un de leurs produits présente un danger. Ils devront alors collaborer avec les autorités afin de tracer les produits dangereux et de les retirer du marché. La démarche s'apparente donc à la réglementation en vigueur dans l'alimentaire. ■



Graisse de cuisson

L'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) vient de rendre un second avis favorable à la réintroduction des graisses de cuisson dans les aliments pour animaux. Le premier, en janvier 2003, concernait les graisses de cuisson de volailles, ré autorisées depuis l'été 2003, et le second, de décembre, est favorable à la réutilisation des graisses de porcs.

Maladie d'Alzheimer

La piste nutritionnelle fait travailler les chercheurs qui se consacrent à la maladie d'Alzheimer et, de façon plus générale, à toutes les dégénérescences. Ainsi, début octobre, ils se réuniront à Tokyo pour échanger des informations sur l'impact des antioxydants, de l'insuline et des huiles de poissons (acide arachidique et oméga 3) sur la réduction de la survenue de cette maladie.

Gale de la pomme de terre

Sur une quarantaine de genres de gale commune (*Streptomyces spp.*) présents dans nos sols, seule une dizaine peuvent être pathogènes de la pomme de terre. Les chercheurs français distinguent deux groupes qui sont responsables de différents symptômes sur tubercules ou racines, la gale commune pustuleuse et la gale commune liégeuse.



Bovins français

Globalement, la production de viande bovine française, (rouge et blanche) devrait connaître un repli de l'ordre de 4 à 5 %. Une baisse de consommation de 2 % est attendue, d'autant qu'en France comme dans l'UE, il n'y a plus guère de viandes d'intervention ou d'achat particulier à déstocker. Comme l'Union, la France est en train de devenir déficitaire en production de viande bovine.